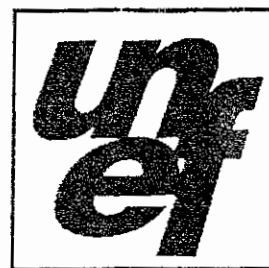


CONTRIBUTION

AU 76ème



CONGRÈS

DE L'UNEF

Patrick Auzende, président de l'AGE de Strasbourg
Jonathan Higgins, secrétaire de l'AGE de Strasbourg
et David Querret, secrétaire de l'AGE de Rouen.

Introduction : Les enjeux du 76ème congrès

Depuis le dernier congrès de l'UNEF, le mouvement étudiant a subi un nouveau revers important avec, malgré le mouvement du printemps 1992, la mise en oeuvre du projet Jospin dans ses grandes lignes par Lang à l'automne dernier. La réforme des premiers et des seconds cycles universitaires était la dernière pièce du dispositif mis en place depuis la loi d'orientation de 1989, dispositif de démantèlement progressif du cadre national et public de l'Université, dont la pièce maîtresse est le plan "Université 2000". La conséquence est l'instauration d'Universités à plusieurs vitesses financées par les pouvoirs économiques et politiques locaux, donc de plus en plus inégalitaires et sélectives.

Le projet Fillon, rejeté par le Conseil Constitutionnel, aggravait encore cette logique. Si le gouvernement semble attendre pour proposer une nouvelle réforme, il n'est pas temps de crier victoire. Les décrets Jospin-Lang, eux, s'appliquent, et L'ÉCLATEMENT DE L'UNIVERSITÉ AVANCE. Ils suffisent pour l'instant au gouvernement actuel.

Avec l'approfondissement de la crise et du chômage, les contradictions s'aiguisent entre les besoins du patronat et ceux des jeunes et de la population en général, concernant le rôle de l'Université. Alors que de plus en plus de diplômés sont au chômage, c'est aussi à ces questions plus fondamentales, mais d'une actualité brûlante, que le syndicalisme étudiant doit répondre, en se réappropriant le meilleur de sa tradition, ses objectifs toujours réaffirmés de transformation sociale.

Sans cette élaboration, on ne pourra répondre à la politique des gouvernements passés et présent, ni aux interrogations des étudiants face à leur avenir, face au fameux débat sur la "professionalisation", face à leur statut social qui concerne directement leurs conditions d'études.

C'est sur tous ces terrains que la réflexion doit avancer à l'occasion du 76ème Congrès de l'UNEF. Celui-ci doit bien sûr en tirer des conséquences concrètes dans son activité en termes de campagnes pour les mois à venir.

Première partie : Une politique universitaire remettant en cause gravement les acquis étudiants

1. Rôle de l'Université et intérêts patronaux

La massification de l'Université est le résultat de deux phénomènes. Le premier est la nécessité pour le patronat de disposer d'une main d'oeuvre spécialisée mais avec un niveau d'études de plus en plus élevé, donc issue de filières supérieures courtes (bac+2, bac+3). Le second est l'obligation pour les jeunes aujourd'hui, face au chômage massif, de poursuivre leurs études et de décrocher des diplômes vus comme meilleure garantie pour affronter le marché du travail. Notons cependant que cette massification reste néanmoins limitée, puisque seulement un cinquième des étudiants à l'université proviennent de classes défavorisées.

Dès lors, le rôle de l'Université ne se limite plus à former une élite, promise à la direction du pays. Les Grandes Écoles jouent ce rôle avec d'ailleurs une autonomisation de plus en plus grande vis à vis de l'ensemble de l'Enseignement Supérieur. L'Université garde son rôle en matière de recherche scientifique mais en acquière un nouveau : celui de former une main-d'oeuvre pour les besoins immédiats du patronat. Ceci est la base de la réforme des cycles avec la volonté, pour l'instant plus ou moins en repos, de différencier les seconds cycles avec les Licences et Maîtrises conduisant à la recherche (DEA, Thèse) et les Licences et Maîtrises à finalité professionnelle.

Cette exigence patronale a entraîné l'éclatement des filières universitaires avec la multiplication des filières spécialisées et "professionnalisées" : après les IUT et les BTS, les MASS, les MST et maintenant les IUP - les IUP, caricature de cette politique dispensant les diplômes maison, locaux, pointus, avec des enseignants taillés dans le moule patronal, sans aucune valeur dans les conventions collectives. Aujourd'hui, le ministère de l'EN étudie la constitution d'une voie cohérente de formation technologique supérieure.

2. Financement et désintérêt gouvernemental

En dernière analyse, le rôle de l'Université est défini par ceux qui la financent.

L'austérité budgétaire conduite depuis 10 ans n'épargne pas l'Enseignement supérieur. Les contradictions du système apparaissent au grand jour. Les hausses de budget sont sans commune mesure avec les besoins issus de la massification de l'enseignement supérieur. A cette rentrée, l'engorgement des facs est à nouveau à son comble, sur plusieurs universités les étudiants se mobilisent. En conséquence, l'Etat fait appel aux financements publics et privés locaux pour combler le trou béant.

La régionalisation des financements entraîne l'entrée des collectivités, très dépendantes des grandes entreprises locales, dans toutes les instances de l'université jusque dans l'aide sociale.

3. Des conséquences graves pour les formations

Qui dit financements locaux, dit choix des filières, pour les intérêts locaux à court terme : choix des filières courtes et professionnalisées. Bouygues et L'Oréal n'ont que faire des philosophes. Exit la dispense d'un savoir critique. Exit l'indépendance des professeurs par rapport au patronat.

Pourtant quelques patrons éclairés ne cachent pas qu'ils sont incapables de prévoir de quels diplômes ils auront besoin au delà de 3 ou 4 ans. Certains annoncent qu'ils préfèrent des diplômés ayant des connaissances générales importantes, une capacité de raisonnement, des gens donc capables de s'adapter à l'évolution du marché du travail.

Mais l'impulsion est aujourd'hui donnée : régionalisation, mise en concurrence des filières et des universités, "pseudo-professionalisation" qui donne des oeillères aux étudiants plus qu'un emploi.

Seconde partie : Inverser le logique

Pour une Université de masse et qualifiante

L'urgence, aujourd'hui est de s'opposer, bien plus fermement que nous l'avons fait dans le passé récent, à la politique de l'État mise à l'œuvre à l'Université.

Malheureusement, les réformes Jospin sont passées les unes après les autres sans que le mouvement étudiant n'ait été en mesure de faire barrage à aucune d'entre elles. C'est un bilan également pour l'UNEF, comme pour l'UNEF-id.

Mais la bataille contre l'éclatement de cadre national et public de l'Enseignement supérieur est toujours d'actualité, dans le cadre général de la défense indispensable des acquis étudiants. Il faut dès aujourd'hui préparer la lutte contre les projets de réforme que nous a promis Fillon.

Mais cela ne peut être mené à bien que si nous sommes capables d'avancer sur une vision globale de l'Université que nous voulons. C'est-à-dire une Université ouverte à tous, qualifiante, satisfaisant les besoins du plus grand nombre.

Nous savons que le système actuel, capitaliste, porte en germe les inégalités, la sélection sociale, et l'Université n'en est pas isolée, mais fait partie de ce système.

En conséquence, il ne s'agit pas pour les syndicalistes étudiants de s'engager dans l'écriture d'un quelconque "contre-projet de loi" à déposer au Ministère. Mais il s'agit d'élaborer un ensemble de revendications unifiantes qui définissent les contours de cette Université que nous voulons, incontestablement opposé à la logique actuelle qui régit l'Université, et donc dans une perspective de transformation de la société. L'UNEF a pour tâche de porter ce projet et d'aider les luttes étudiantes à obtenir satisfaction sur ces revendications.

1. Contre la régionalisation/privatisation de l'Université, réengagement financier de l'État

Les conséquences du plan "Université 2000" doivent être combattues pied à pied, en avançant en

permanence la nécessité du réengagement financier de l'État, d'une loi de programmation budgétaire. Ce réengagement est la seule garantie de l'égalité de tous les étudiants face aux études. C'est à l'État de collecter les capitaux et de les répartir de manière égalitaire, en comblant les disparités régionales.

Un seul objectif : chaque étudiant doit pouvoir s'inscrire dans la filière et l'Université de son choix. Chaque Université doit offrir l'ensemble des disciplines, des cursus entiers, et tous les équipements nécessaires aux étudiants pour étudier dans de bonnes conditions.

Cela signifie l'obtention en nombre suffisant de profs, IATOSS, salles, TD, bibliothèques, matériel pédagogique....

2. Pour la défense du cadre national des diplômes

La réforme des premiers et seconds cycles permet aux universités de définir, elles-mêmes, la moitié des enseignements des DEUG. Selon les capacités de financement des Universités, leur choix comme "pôle d'excellence" avec un secteur recherche important, les diplômes vont être de plus en plus différenciés avec une valeur différente sur le marché du travail. Par ailleurs, les diplômes locaux se multiplient, généralement peu reconnus hormis pour les entreprises qui les ont financés, et non pris en compte par les Conventions collectives.

Par cette politique, la qualité des diplômes va être affectée de manière très importante. Le rôle de l'Université, dispenser une formation générale, un savoir critique, indépendant des intérêts patronaux, est totalement remis en cause.

L'UNEF doit s'opposer résolument à la casse des diplômes nationaux et à la déqualification qu'elle soutient. Les étudiants réclament des études de qualité, des formations solides et reconnues nationalement. Là encore, l'égalité face aux études doit être respectée quelque soit le lieu où on étudie. Le combat contre la sélection sociale prend donc aussi la forme de la défense du cadre national des diplômes et de leur contenu pédagogique.

3. Contre l'échec à l'Université, une aide sociale à la hauteur des besoins

Les conséquences de la contractualisation et de l'autonomie ne sont pas limitées à nos filières et à nos diplômes. Elles ont aussi un pendant en matière d'aide sociale, remettant en cause les acquis existants.

a) les bourses

Aujourd'hui le coût mensuel moyen des études est estimé à 3500 F, ce qui est à n'en pas douter une somme considérable pour chaque étudiant. Le recours aux aides directes, essentiellement aux bourses est une nécessité. Or :

- l'augmentation des taux des bourses s'est réduite à partir de 91 par rapport aux budgets précédents de : 5% en 92, 3% en 93, contre 8% entre 88 et 90 ;
- la réduction des échelons en 92 a provoqué une baisse du pouvoir d'achat pour 1 boursier sur 2 ;
- les commissions sociales d'établissement signifient l'éclatement de tout cadre national d'attribution des bourses et on demande à des élus étudiants de décider qui doit toucher des aides ou non.

Il faut :

- le doublement du nombre et du montant des bourses,
- le maintien de la bourse aussi longtemps que l'étudiant est inscrit quelque soit son rythme scolaire (redoublement, prolongement...),
- la création de bourses en troisième cycle sur critères sociaux et non pas au mérite.

b) les prêts bancaires

Aucun étudiant ne doit être obligé de s'endetter pour financer ses études.

c) Logement

Il y a urgence en cette rentrée de mobiliser les étudiants contre le projet Fillon de réduire l'ALS. Par ailleurs, le nombre de logements en cités U est très insuffisant alors que la demande est de plus en plus forte. Les étudiants ont donc pour seul recours de se loger dans le privé, secteur où arnaque et spéculation font force de loi. Face au désengagement financier de l'État, il faut exiger :

- le blocage des loyers des chambres en cité U,
- le doublement au moins du parc immobilier des CROUS.

d) Restauration

La logique de la politique menée conduit à une privatisation des services, cafétérias... Il faut stopper ce processus et obtenir la parité Etat / étudiant sur le ticket de RU.

e) Enfin, l'UNEF doit être solidaire des maîtres-auxiliaires et des MI-SE face aux mesures Fillon. Il n'est pas acceptable que les maîtres-auxiliaires soient embauchés sur des postes de pions, lorsqu'on connaît le manque d'enseignants dans les collèges et les lycées à l'heure actuelle. La première revendication est l'allégement des effectifs des classes à 25 élèves par classe, permettant ainsi l'embauche d'enseignants. En conséquence, les postes de MI-SE doivent être réservés aux étudiants contraints de travailler pour poursuivre leurs études.

4. Pour l'égalité étudiants français et étrangers

Les lois Pasqua adoptées cette été ont remis en cause gravement de nombreux acquis. Aujourd'hui, une traque systématique a lieu vis-à-vis des étrangers. Les étudiants n'échappent pas à cette politique réactionnaire. Il est à prévoir que la loi Joxe, et la "vérification de la réalité des études", va fonctionner à plein. Les étudiants n'auront plus droit à la carte de séjour de dix ans. Les tracasseries administratives se multiplient, et les préfetures ont tous pouvoirs.

Nous sommes donc confrontés aujourd'hui à des mesures d'expulsions de plus en plus fréquentes, auxquelles doivent répondre l'ensemble de la communauté universitaire.

Une défense au quotidien des étrangers doit être mise en place, de manière unitaire, sur les universités pour empêcher toute expulsion.

Nous devons poursuivre la campagne autour de la pétition lancée avant l'été.

L'UNEF doit prendre position pour l'abrogation des lois Pasqua et s'engager dans la mobilisation pour faire de la manifestation unitaire nationale de janvier 1994 un succès. Une motion devrait être votée dans ce sens au congrès.

Troisième partie : Deux campagnes pour l'UNEF

Lors de ces campagnes, nous devons populariser l'idée d'un mouvement national pour obtenir satisfaction. Il faut partir des problèmes concrets, lancer et développer des mobilisations locales, mais en lançant aussi des mots d'ordre nationaux, des revendications unifiantes à un niveau national. Ces deux campagnes ne se substituent donc pas aux mobilisations d'UFR, de filières... Elles servent à faire progresser la conscience des étudiants qui participent à ces luttes partielles, à leur montrer le chemin à suivre pour s'en sortir. Enfin, ces revendications et mots d'ordre nationaux permettent la coordination des luttes locales et leur donnent des perspectives. C'est vital de faire comprendre aux étudiants qu'aucun de leurs problèmes n'est "spécifique" à leur campus.

1. Une campagne principale

POUR DES DIPLÔMES DE QUALITÉ, NON À LA RÉGIONALISATION DES UNIVERSITÉS, RÉENGAGEMENT FINANCIER DE L'ÉTAT

Nous le savons, le nœud de la politique universitaire depuis plusieurs années avec la contractualisation est de "démanteler le service public pour mieux le livrer au secteur privé" (texte préparatoire au congrès). L'UNEF, si elle veut apparaître comme l'organisation qui défend les intérêts généraux des étudiants mais aussi au quotidien, doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à cette politique.

L'UNEF doit s'appuyer sur les problèmes concrets, vus et vécus par les étudiants, pour dénoncer l'insuffisance criante et grandissante du budget de l'EN. Au moment où les premières mobilisations se font jour, l'UNEF doit aider à construire une mobilisation nationale à ce sujet. Les premières revendications à mettre en avant sont des crédits d'urgence et le réengagement financier de l'Etat par une loi de programmation budgétaire à la hauteur des besoins.

En prenant appui sur la mobilisation actuelle, nous devons engager une campagne d'explications sur la logique de cette politique et ses conséquences sur les enseignements, les diplômes, les conditions de vie et d'étude.

Cela doit nous permettre de préparer le terrain avant le prochain projet Fillon, dès maintenant, par une campagne d'explications, en s'appuyant sur ce que vivent les étudiants au quotidien ; d'abord leurs conditions d'études, mais aussi la mise en place de DEUG fourre-tout, les filières de sciences humaines et sociales laissées pour compte, les différences énormes de dépenses par étudiant entre les filières, la sélection....

La première préoccupation des étudiants est leur avenir et leurs chances de trouver un emploi. L'UNEF a pour tâche d'expliquer en quoi la politique de démantèlement du cadre national de l'Université, va compromettre pour la majeure partie d'entre eux leur chance de réussite par :

- des diplômes locaux sans valeur sur le marché du travail et dans les conventions collectives,
- un savoir étriqué qui n'a rien à voir avec la nécessité aujourd'hui d'avoir une culture générale importante pour s'adapter aux évolutions du marché du travail et des emplois,
- les inégalités entre les universités, les filières, et la grande chance de se retrouver dans une fac "poubelle", une antenne sans moyen,....
- des passerelles impossibles d'une filière à l'autre, d'une fac à l'autre,

- la privatisation des services d'aide sociale : des prêts bancaires aux cafétérias et aux loyers à 2000 F,
- la sélection étendue à tous les niveaux des cursus,

L'idée d'une bataille sur les droits d'inscription est juste mais trop étriquée en elle-même. Elle peut avoir par contre toute sa place dans cette campagne plus large qui part de la qualité des études et des diplômes. Les hausses des droits d'inscriptions étant une des nombreuses conséquences de la contractualisation et de l'insuffisance du budget.

Lutter contre la hausse des droits d'inscriptions, la sélection à l'Université, c'est lutter contre l'autonomie des Universités.

Enfin, bien que la loi Falloux reste en vigueur, le gouvernement a montré qu'il s'attaquerait un jour ou l'autre aux limitations du financement du Privé par les collectivités locales et l'Etat. Notre syndicat devra s'associer aux mouvements refusant le financement du Privé par les fonds publics. Avec pour mot d'ordre "De la maternelle à l'université, les fonds publics à l'école publique !"

2. Une campagne qui doit dominer à l'occasion des élections au CROUS

CONTRE L'ÉCHEC À L'UNIVERSITÉ, MAINTIEN DE L'ALS, DOUBLEMENT DU NOMBRE ET DE MONTANT DES BOURSES

Dès maintenant, l'UNEF doit s'engager dans la mobilisation contre la réduction du montant et des conditions d'attribution de l'ALS. Cela doit ensuite rebondir par une campagne sur l'ensemble de l'aide sociale à l'occasion des élections au CROUS.

Au moment où l'emploi et le chômage sont au centre de l'actualité politique, la contradiction du système universitaire est flagrante puisque de plus en plus d'étudiants sont contraints de travailler pour financer leurs études et donc occupent des emplois. Pourtant il est clair que cela est une des causes premières de l'échec à l'Université.

Ce sont sur ces idées simples qu'il faut engager une campagne sur l'aide sociale, aide sociale indispensable pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions. Elle doit être centrée sur le doublement du nombre et du montant des bourses, parce que cela représente l'aide financière majeure pour nombre d'étudiants parmi les plus en difficulté. En second lieu, nous devons avancer sur les autres revendications : mensualisation, parité du ticket de RU, doublement du parc de chambres en cité U, réduction de 50% des frais de transports....

Quatrième partie : Le rôle de l'UNEF

1. Un bilan sur le mouvement Jospin peu reluisant

Rappelons que le 75ème congrès de l'UNEF avait refusé d'inscrire dans son texte d'orientation qu'il était pour LE RETRAIT DU PROJET JOSPIN, de la réforme des premiers et seconds

cycles. Ceci alors que nous en connaissions déjà le contenu, et trois mois avant le mouvement étudiant le plus important depuis 1986.

Rappelons que le BN a attendu les premières mobilisations à Nancy et à Tolbiac, où les assemblées générales d'étudiants s'étaient prononcées pour le retrait du projet, en janvier, pour prendre enfin position.

Cela signifiait que l'UNEF nationalement n'a servi à rien dans le déclenchement de ce mouvement. Loin d'aider les étudiants à gagner sur leurs revendications, elle a été à la remorque.

Plus grave encore fut l'attitude de notre direction à la fin du mouvement. Pourquoi les membres du BN, le soir de la grande manifestation du 19 mars, ont-ils fait le forcing sur les cahiers de revendications et sur une manifestation trois semaines plus tard, alors que tous savaient très bien que si nous n'avions pas d'échéance plus rapide le mouvement allait retomber d'ici là. Cela a été fait au prix de faire exploser la coordination et c'est ce qui s'est passé puisque les délégués sont reparti au petit matin sans qu'aucune décision ne soit prise. Ce jour-là le mouvement contre le projet Jospin a été enterré.

L'UNEF aurait fait preuve de son efficacité et ses capacités de rassembler les étudiants en se battant pour défendre la seule revendication centrale et unifiante du mouvement : le retrait pur et simple du projet. Et c'est autour de cette revendication que le mouvement pouvait se développer. Par ailleurs, il fallait s'appuyer sur le succès de la journée du 19 mars pour appelé *dans les quinze jours* à une manifestation nationale à Paris. Certaines facs étaient en grève depuis février, les lycéens ne resteraient pas mobilisés longtemps.

Ces erreurs furent graves et les délégués sont retournés dans leur ville dégoûtés par les manoeuvres des uns et des autres.

2. Les leçons de ce mouvement

Notre syndicat doit retrouver la place qu'il a eu, celle d'une organisation étudiante capable d'analyser en toute indépendance les différents projets de réformes de l'Université, et d'organiser efficacement les ripostes.

Défendre quotidiennement les intérêts moraux et matériels des étudiants de l'UNEF, c'est le faire par sa pratique, son implantation et sa bonne connaissance du milieu universitaire.

Ce syndicalisme à la base n'a pas à être dévalorisé. C'est lui qui permet d'obtenir des résultats les plus concrets, de toucher le plus grand nombre d'étudiants et de montrer l'utilité du syndicat. C'est donc à partir de son expérience de terrain que l'UNEF peut organiser la lutte contre les réformes visant à démanteler la cadre national et public de l'Université.

La force de l'organisation syndicale est justement de permettre une élaboration collective, à partir de son expérience accumulée, de ses compétences... Elle doit être mise au service des étudiants pour les *guider* dans leurs actions revendicatives et leurs luttes. Cela est nettement supérieur à se contenter "d'être à l'écoute des étudiants" et d'attendre qu'ils déterminent leurs revendications spontanément. Si le mouvement Jospin a démarré, c'est parce que les structures syndicales locales avaient informé les étudiants de la réforme et les avaient *appelé à se mobiliser pour son retrait*.

Donner comme seule perspective dans un mouvement étudiant les cahiers de revendications est une impasse brisant net toute dynamique, permettant ainsi le gouvernement d'aller à ses fins.

Il n'existe de spontanéisme dans aucun milieu. L'UNEF a donc à jouer un rôle d'avant-garde. Le mouvement n'est d'ailleurs pas une fin en soi, mais être capable de lui donner des perspectives est une garantie de la victoire.

3. Auto-organisation et démocratie dans les luttes

Là encore le mouvement Jospin est édifiant et il faut que les dérapages graves qui s'y sont produits soient bannis de notre organisation.

Alors que les coordinations précédentes avaient décidé, par un vote clair, que la manifestation du 19 mars devait aller devant le Ministère, celle-ci a été détournée pour aboutir à Denfert-Rochereau. L'UNEF organisant le service d'ordre avec une tendance de l'UNEF-id, il est impossible que notre direction n'ait pas acceptée à un moment ou à un autre ce changement de direction, contraire aux décisions prises alors que rien ne nous y obligeait.

De même, bien que la coordination nationale du soir ne soit pas parvenue à se mettre d'accord sur les perspectives à donner au mouvement, le BN de l'UNEF a annoncé à la presse, *au nom de la coordination*, des décisions prises qui étaient en fait défendues par le BN.

Ces pratiques ne sont pas acceptables et discréditent notre organisation.

La démocratie dans les luttes est la condition indispensable pour qu'elles soient victorieuses. Mieux, cela doit faire partie de notre carte d'identité auprès des étudiants. Ceci d'autant plus que les syndicats malheureusement regroupent une minorité d'étudiants, et que ceux-ci sont en conséquence relativement méfiants.

Développer les formes d'auto-organisation dans les luttes est la seule garantie d'un contrôle démocratique du mouvement par les étudiants en lutte. Développer l'auto-organisation est le meilleur moyen à terme de les faire adhérer au syndicat et de les faire prendre conscience de la nécessité et de l'efficacité de l'action collective. Cela implique qu'à chaque mouvement nous défendions ce principe en promouvant l'élection de comités de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués, élus par les étudiants en lutte et responsables devant les AG. Il en est de même pour l'élection de délégués pour une éventuelle coordination nationale.

4. Unité syndicale

Nous avons largement développé les enjeux de la bataille contre l'éclatement du cadre national de l'université. Il est clair que pour que le mouvement étudiant engrange des victoires sur ce terrain, l'engagement de la seule UNEF ne suffira pas.

L'UNEF doit rechercher avec les autres syndicats l'unité, sur la plate-forme la plus claire et la plus combative. Il faut faire la démonstration aux étudiants que les syndicats unis sont capables à partir de situations hétérogènes d'apporter des réponses d'ensemble et de permettre aux étudiants de conserver leurs droits et d'en conquérir de nouveaux.